



Avocats sans frontières  
Lawyers without Borders  
Abogados sin fronteras  
Canada

***Prière d'afficher et de diffuser***

**– APPEL DE CANDIDATURES –  
Projet « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie (FINTRATA) »**

---

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <b>Poste :</b>             | Conseiller.ère juridique volontaire   |
| <b>Pays d'affectation:</b> | (Tegucigalpa) Honduras  |
| <b>Durée:</b>              | 6 meses   |
| <b>Date de début:</b>      | juin 2024   |
| <b>Langue de travail:</b>  | Espagnol  |
| <b>Conditions:</b>         | Les mandats sont de nature volontaire. Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billets d'avion) sont couverts par le programme.<br><br>L'appel est ouvert à tous.tes les candidat.es<br><br>Le mandat est non accompagné.<br><br>Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ. |

---

### **Contexte et description du projet**

Le projet *Fintrata*, mis en œuvre par Avocats sans frontières Canada (ASFC) et ses partenaires locaux au Guatemala, au Honduras, en Colombie et au Salvador, vise à diminuer l'impunité pour le crime de traite de personnes et autres crimes connexes, commis principalement contre les femmes, les filles, les personnes LGTBI et autres personnes en situation de vulnérabilité (PSV) dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie. Le projet cherche à renforcer les capacités de la société civile et des acteurs et actrices de la justice quant à l'identification des victimes de traite de personnes, la représentation juridique des victimes, la répression et la sanction du crime, ainsi que la coordination interinstitutionnelle.

Grâce à des formations ciblées, un soutien financier et technique, ainsi que des initiatives de coordination, le projet contribue à une meilleure protection des victimes, en particulier les femmes, les filles et les personnes LGTBI. Ce projet s'inscrit dans une approche globale pour lutter contre la traite des personnes, promouvoir la justice et les droits humains, et favoriser un changement durable dans les pratiques des acteurs judiciaires.

### **Sécurité**

La sécurité des coopérant.es volontaires et des autres collaborateurs et collaboratrices est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures de sécurité sont appliquées pour le personnel local, les expatrié.es, les coopérant.es volontaires et le personnel en mission.

Les candidat.es sélectionné.es sont formé.es en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les règles en vigueur. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les

conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionnés notamment pour des motifs liés à la sécurité.

## **Description des postes**

Cette opportunité unique permettra à la personne coopérante volontaire de collaborer étroitement avec l'équipe d'ASFC au Honduras, tout en appuyant de manière plus globale l'équipe du projet *Fintrata* tout au long de son mandat. La personne sera appelée à réaliser une diversité de tâches juridiques liées à la mise en œuvre du projet *Fintrata*.

Concrètement, elle pourra être amenée à réaliser les tâches suivantes :

- Réaliser des mandats de recherche en droit international des droits humains, droit pénal ou constitutionnel national ou droit comparé;
- Contribuer à l'élaboration d'outils méthodologiques et pédagogiques portant sur les standards internationaux relatifs aux aspects juridiques des crimes transfrontaliers destinés aux acteurs et actrices de justice du projet;
- Participer à la rédaction ou à la révision de documents destinés aux acteurs et actrices des systèmes judiciaires des pays du Nord de l'Amérique centrale et de la Colombie;
- Analyser la jurisprudence récente en matière de traite de personnes et autres délits connexes;
- Participer à l'identification et à la systématisation de bonnes pratiques concernant la prévention, l'enquête, la poursuite pénale et la sanction de la traite de personnes;
- Participer à l'organisation d'un séminaire international de partage de bonnes pratiques entre les AAJ travaillant en prévention, détection, poursuite pénale, sanction et réparation de la traite de personnes et autres crimes connexes;
- Contribuer à la préparation d'ateliers de formation destinés à la société civile et aux fonctionnaires publics;
- et, de manière générale, à effectuer toute autre tâche connexe utile ou nécessaire à l'atteinte des résultats, notamment en matière de communication et de suivi et évaluation.

## **Qualifications**

- Formation universitaire en droit
- Maîtrise de l'espagnol parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains et/ou de justice de genre et violence basée sur le genre;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs et actrices de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne (nationale) pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail différentes et parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression, etc.);
- Capacité à travailler en équipe;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager lorsque nécessaire;
- Respect absolu de la confidentialité et des règles de sécurité.

**Atouts**

- Diplôme de 2e cycle en droit fondamental, droit international ou études du genre;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et maîtrise des outils de gestion axée sur les résultats;
- Expérience de travail en Amérique latine ou connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit;
- Maîtrise du français ou de l'anglais parlé et/ou écrit

**Conditions d'admissibilité**

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

**Processus de sélection**

Les candidat.es intéressé.es doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en espagnol**, à [recrutement.pcv@asfcanada.ca](mailto:recrutement.pcv@asfcanada.ca) en indiquant dans l'objet « **Conseiller.ères juridique volontaires – Fintrata** ».

Les candidatures seront reçues **jusqu'au 8 mai 2024**.

**Nous remercions tou.tes les candidat.es de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.**